

Contexte général

Emmanuel Macron a beau avoir vanté les caractéristiques d'une présidence nouvelle, tant sur le fond que sur la forme, sa pratique quotidienne du pouvoir montre que, derrière les apparats de la nouveauté, le président et son gouvernement appliquent de manière méthodique leur projet de transformation en profondeur de la société. Leur modèle, à l'instar de celui qui est au centre de toutes les politiques économiques menées depuis 35 ans, est celui d'une société libérale, où les solidarités collectives sont affaiblies, où les services publics sont démantelés, pour mieux renvoyer les individus à leurs propres responsabilités, sans plus aucun moyen de contrecarrer le poids et les effets des inégalités sociales. Des jeunes aux retraités, toutes les catégories d'âge sont touchées par cette politique injuste et inégalitaire.

La méthode employée par le gouvernement est particulièrement révélatrice du peu de considération portée au débat démocratique : réformes enchaînées à un rythme très rapide, pour étouffer toute contestation, parodie de dialogue social dans des concertations souvent jouées d'avance. Le projet de réforme constitutionnelle est révélateur de la pratique autoritaire du pouvoir de la part de ce gouvernement : si les orientations dévoilées se confirment, le débat démocratique serait encore un peu plus verrouillé, notamment du fait des dispositions visant à restreindre les débats au Parlement.

Le gouvernement se complaît également à désigner des boucs émissaires (les fonctionnaires, les cheminots, les retraités par exemple) pour mieux avancer les pions d'une politique économique qui favorise les intérêts des catégories les plus favorisées. En réalité, les mesures prises sont d'une grande cohérence et représente une offensive sans précédent contre le monde du travail.

A cette politique économique profondément injuste, s'ajoutent des mesures particulièrement inhumaines à l'encontre des réfugiés, à l'image de la circulaire Collomb.

Fonction Publique

Dès la campagne présidentielle, les projets d'Emmanuel Macron pour la Fonction Publique étaient très clairs, avec la promesse de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires. Ce n'est en réalité qu'une des pièces d'un projet plus global de transformation de l'essence même de la Fonction Publique. Il s'incarne désormais dans le projet CAP22 dont les objectifs (baisse de la dépense publique, suppression de postes, abandon des missions au secteur privé) ne laissent aucun doute sur la volonté présidentielle d'affaiblir durablement et méthodiquement les services publics. Aux perspectives de suppressions de postes, s'ajoutent la volonté présidentielle de remettre en cause le statut et les protections individuelles et collectives qui y sont attachées. A ce titre, les CAP et les CHSCT sont dans le viseur du gouvernement à travers le projet de fusion de CT et CHSCT, transformation de CAP en unique instance de recours. La volonté de développer une logique individuelle et individualiste dans la gestion de la carrière des agents (rémunération au mérite, plan de départs volontaires) est dangereuse pour nos métiers. L'ensemble de ces mesures font système : la Fonction Publique est visée comme outil qui permet d'assurer les conditions d'une certaine égalité dans l'accès à des services indispensables sur tout le territoire, mais aussi comme outil de redistribution sociale. Elle est aussi visée comme entité au service de l'intérêt général : en effet, à travers la disparition programmée du statut, les attaques contre le paritarisme, il s'agit bien d'assujettir les fonctionnaires à des intérêts politiques et particuliers. L'application de ces mesures conduirait à un recul sans précédent pour les fonctionnaires, mais aussi pour l'ensemble de la population, notamment les plus défavorisés.

Les cheminots sont la cible des mêmes remises en cause : leur statut est pointé, de manière mensongère, comme la cause de tous les maux de la SNCF, sans que ne soit jamais questionné le sous-investissement chronique des pouvoirs publics. Le rapprochement dans les constats doit se poursuivre dans les luttes et se traduire par un soutien fort aux mobilisations des cheminots.

Education

La préparation de la rentrée marque le retour des suppressions de postes au budget, alors même que les effectifs sont en hausse. Dans l'académie, les collèges ont été particulièrement touchés

par des baisses de DGH qui ont des conséquences diverses mais qui vont toutes dans le sens d'une dégradation des conditions d'enseignement (augmentation des effectifs dans les classes, suppressions des options). Loin de limiter les effets de collège2016, les assouplissements décidés par JM Blanquer en juin 2016 ont accru la concurrence entre les établissements, au détriment des collèges de l'Education Prioritaire.

En lycée, la réforme du bac, du lycée et ParcoursSup forment un ensemble d'une cohérence redoutable qui va conduire à une régression inédite en matière de démocratisation de l'accès à l'enseignement.

ParcoursSup est construit sur la base d'une logique de tri social, à l'aide d'outils redoutables : les attendus deviennent des éléments de sélection à l'entrée à l'université, la fiche avenir transforme le rôle des enseignants, en leur faisant jouer le rôle de censeurs des projets d'orientation post-bac de leurs élèves, dénaturant ainsi la relation pédagogique existante. Le fonctionnement erratique de la plateforme, particulièrement ces derniers jours, a permis au secteur privé de prospérer sur les insuffisances du secteur public, avec la multiplication des offres de coaching de la part d'officines privées. Le gouvernement a fait le choix de ne pas créer les places nécessaires pour assurer l'accès de tous les élèves à l'enseignement supérieur. La Ministre se félicite de la création de 3000 places dans le supérieur en Ile de France quand 3024 élèves supplémentaires sont attendus, uniquement dans l'académie de Versailles.

Le 14 février, Jean-Michel Blanquer a annoncé ses projets de réformes du bac. Ils s'inscrivent dans la droite ligne des conclusions du rapport Mathiot, eux-mêmes clairement inspirés des rapports de Terra Nova. La mise en place d'un lycée modulaire et d'un bac en contrôle continu marque un recul sans précédent dans l'ambition démocratisante et émancipatrice de notre système éducatif. Elle annonce une transformation de nos métiers sans précédent. (voir motion lycée/bac)

Actions

La période qui s'ouvre est lourde d'enjeux. Le SNES-FSU a la responsabilité, en tant qu'organisation syndicale majoritaire du 2d degré, d'être le moteur des mobilisations indispensables qui permettront de construire un puissant mouvement social, porteur d'un projet de société plus juste et solidaire dans lequel s'inscrit pleinement notre projet éducatif. Dans le calendrier des mobilisations, nous devons veiller à ne pas opposer les mobilisations mais à travailler la convergence avec d'autres secteurs.

Dans la Fonction Publique, le congrès académique appelle les personnels des collèges et des lycées à participer massivement à la grève et à la manifestation du 22 mars. Une intersyndicale devra se réunir rapidement pour faire le bilan de la journée et organiser des suites avant la fin de l'année scolaire. Afin d'amplifier les mobilisations à venir sur la Fonction Publique, il est indispensable de mener campagne d'une part auprès de la profession, d'autre part auprès de la population. Ainsi, alors que le statut des fonctionnaires est l'objet de toutes les caricatures qui fondent de graves remises en cause, il est nécessaire de mener une campagne d'information dans les établissements, autour des enjeux statutaires. Dans la perspective des élections professionnelles de 2018, ce profil offensif du SNES-FSU renforcera sa crédibilité et son positionnement comme un syndicat de défense intransigeante des personnels du 2d degré, au sein de la Fonction Publique. Notre mouvement de mobilisation sera d'autant plus puissant s'il trouve un écho certain auprès de la population. Le SNES-FSU, portera au sein de la FSU, la nécessité de mener une vaste campagne d'opinion sur la nécessité des services publics dans notre société et les conséquences prévisibles des mesures gouvernementales (dégradation qualitative et quantitative des services publics). Cette campagne, s'inscrira dans un cadre intersyndical, pourra s'appuyer sur les outils et les initiatives de la Convergence Nationale des services publics et prendra la forme de tractages, réunions publiques...

Dans le champ de l'éducation, sur ParcoursSup, le SNES-FSU doit rappeler clairement ses consignes (pour les formations universitaires non sélectives : un avis favorable et des avis

satisfaisants sur les pavés de la fiche avenir) à l'occasion des conseils de classe de terminale, et cherchera à les rendre plus visibles pour entraîner une réelle dynamique collective sur ce sujet. La réforme annoncée du baccalauréat va profondément transformer nos métiers et sa logique budgétaire sous-jacente participe à la dégradation du service public d'éducation. Le SNES-FSU devra rendre visible dans le cadre la grève et de la manifestation du 22 mars les enjeux de la réforme du bac et du lycée.

Le SNES-FSU prendra l'initiative de réunir l'intersyndicale 2d degré la plus large possible sur la réforme de la réforme du baccalauréat et du lycée, sans en rabattre sur nos revendications. Des expressions communes devront être publiées. La réforme du bac et du lycée s'inscrit dans la même logique que celle de la Fonction Publique. La campagne menée dans les établissements devra donc montrer la cohérence des politiques menées et leurs étroites articulations. Des heures d'informations syndicale et des stages, seront organisées, avec comme perspective la construction de plusieurs actions d'ici la fin de l'année scolaire : tractage lors des journées portes ouvertes des lycées, réunion avec les parents d'élèves (notamment de 3eme, pour faire connaître les enjeux immédiats et à moyen terme pour leurs enfants), interpellation des députés et sénateurs, grève et manifestation nationale. Cette grève permettra de réaffirmer avec force notre exigence d'abandon des réformes Blanquer du bac et du lycée, tout en revendiquant la nécessité d'ouvrir des discussions pour une autre réforme du bac et du lycée.

Pour : 88

Abstention : 0

Contre : 0

NPPV : 0